

# SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIII LEGISLATURA —————

N. 2479

## DISEGNO DI LEGGE

**presentato dal Ministro degli affari esteri**

(DINI)

**di concerto col Ministro del tesoro e del bilancio  
e della programmazione economica**

(CIAMPI)

**e col Ministro del lavoro e della previdenza sociale**

(TREU)

*(V. Stampato Camera n. 2621)*

*approvato dalla Camera dei deputati il 27 maggio 1997*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 29 maggio 1997*

---

**Ratifica ed esecuzione del Protocollo addizionale alla Carta  
sociale europea che prevede un sistema di reclami collettivi,  
fatto a Strasburgo il 9 novembre 1995**

---

## DISEGNO DI LEGGE

—

### Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo addizionale alla Carta sociale europea che prevede un sistema di reclami collettivi, fatto a Strasburgo il 9 novembre 1995.

### Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 14 del Protocollo stesso.

### Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Protocole additionnel  
à la Charte sociale européenne  
prévoyant un système  
de réclamations collectives



### Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole à la Charte sociale européenne, ouverte à la signature à Turin le 18 octobre 1961 (ci-après dénommée « la Charte »);

Résolus à prendre de nouvelles mesures propres à améliorer la mise en œuvre effective des droits sociaux garantis par la Charte;

Considérant que ce but pourrait être atteint en particulier par l'établissement d'une procédure de réclamations collectives qui, entre autres, renforcerait la participation des partenaires sociaux et des organisations non gouvernementales,

Sont convenus de ce qui suit:

### Article 1

Les Parties contractantes au présent Protocole reconnaissent aux organisations suivantes le droit de faire des réclamations alléguant une application non satisfaisante de la Charte:

- a les organisations internationales d'employeurs et de travailleurs, visées au paragraphe 2 de l'article 27 de la Charte;
- b les autres organisations internationales non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe et inscrites sur la liste établie à cet effet par le Comité gouvernemental;
- c les organisations nationales représentatives d'employeurs et de travailleurs relevant de la juridiction de la Partie contractante mise en cause par la réclamation.

### Article 2

- 1 Tout Etat contractant peut, en outre, lorsqu'il exprime son consentement à être lié par le présent Protocole, conformément aux dispositions de l'article 13, ou à tout autre moment par la suite, déclarer reconnaître le droit de faire à son encontre des réclamations aux autres organisations nationales non gouvernementales représentatives relevant de sa juridiction et qui sont particulièrement qualifiées dans les matières régies par la Charte.
- 2 Ces déclarations peuvent être faites pour une durée déterminée.
- 3 Les déclarations sont remises au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui en transmet copies aux Parties contractantes, et qui en assure la publication.

### Article 3

Les organisations internationales non gouvernementales et les organisations nationales non gouvernementales, mentionnées respectivement à l'article 1.b et à l'article 2, ne peuvent

présenter des réclamations selon la procédure prévue auxdits articles que dans les domaines pour lesquels elles ont été reconnues particulièrement qualifiées

#### Article 4

La réclamation doit être présentée sous forme écrite, porter sur une disposition de la Charte acceptée par la Partie contractante mise en cause et indiquer dans quelle mesure cette dernière n'aurait pas assuré d'une manière satisfaisante l'application de cette disposition.

#### Article 5

Toute réclamation est adressée au Secrétaire Général qui en accuse réception, en informe la Partie contractante mise en cause et la transmet immédiatement au Comité d'experts indépendants.

#### Article 6

Le Comité d'experts indépendants peut demander à la Partie contractante mise en cause et à l'organisation auteur de la réclamation de lui soumettre par écrit, dans un délai qu'il aura fixé, des renseignements et des observations sur la recevabilité de la réclamation

#### Article 7

- 1 S'il décide qu'une réclamation est recevable, le Comité d'experts indépendants en informe, par l'intermédiaire du Secrétaire Général, les Parties contractantes à la Charte. Il demande à la Partie contractante mise en cause et à l'organisation auteur de la réclamation de lui soumettre par écrit, dans un délai qu'il aura fixé, toutes explications ou informations appropriées, et aux autres Parties contractantes au présent Protocole les observations qu'elles souhaiteraient lui transmettre dans le même délai.
- 2 Dans le cas où la réclamation est présentée par une organisation nationale d'employeurs ou de travailleurs, ou par une autre organisation non gouvernementale, nationale ou internationale, le Comité d'experts indépendants en informe, par l'intermédiaire du Secrétaire Général, les organisations internationales d'employeurs ou de travailleurs visées au paragraphe 2 de l'article 27 de la Charte, en les invitant à formuler des observations dans un délai qu'il aura fixé.
- 3 Sur la base des explications, informations ou observations soumises en application des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, la Partie contractante mise en cause et l'organisation auteur de la réclamation peuvent soumettre par écrit tous renseignements ou observations supplémentaires dans un délai fixé par le Comité d'experts indépendants.
- 4 Dans le cadre de l'examen de la réclamation, le Comité d'experts indépendants peut organiser une audition avec les représentants des parties.

#### Article 8

- 1 Le Comité d'experts indépendants rédige un rapport dans lequel il décrit les mesures qu'il a prises pour examiner la réclamation et présente ses conclusions sur le point de savoir si la Partie contractante mise en cause a ou non assuré d'une manière satisfaisante l'application de la disposition de la Charte visée par la réclamation.

- 2 Le rapport est transmis au Comité des Ministres. Il est également communiqué à l'organisation qui a introduit la réclamation et aux Parties contractantes à la Charte, sans qu'elles aient la faculté de le publier.

Il est transmis à l'Assemblée parlementaire et rendu public en même temps que la résolution prévue à l'article 9 ou au plus tard dans un délai de quatre mois après sa transmission au Comité des Ministres.

#### Article 9

- 1 Sur la base du rapport du Comité d'experts indépendants, le Comité des Ministres adopte une résolution à la majorité des votants. En cas de constat, par le Comité d'experts indépendants, d'une application non satisfaisante de la Charte, le Comité des Ministres adopte, à la majorité des deux tiers des votants, une recommandation à l'adresse de la Partie contractante mise en cause. Dans les deux cas, seules les Parties contractantes à la Charte peuvent prendre part au vote.
- 2 A la demande de la Partie contractante mise en cause, le Comité des Ministres peut, lorsque le rapport du Comité d'experts indépendants soulève des questions nouvelles, décider à la majorité des deux tiers des Parties contractantes à la Charte de consulter le Comité gouvernemental.

#### Article 10

La Partie contractante mise en cause donnera des indications sur les mesures qu'elle aura prises pour donner effet à la recommandation du Comité des Ministres dans le prochain rapport qu'elle adressera au Secrétaire Général en application de l'article 21 de la Charte.

#### Article 11

Les articles 1 à 10 du présent Protocole s'appliquent aussi aux articles de la partie II du premier Protocole additionnel à la Charte, à l'égard des Etats parties à ce Protocole, dans la mesure où ces articles ont été acceptés.

#### Article 12

Les Etats parties au présent Protocole considèrent que le premier paragraphe de l'annexe à la Charte, relatif à la partie III, se lit ainsi :

« Il est entendu que la Charte contient des engagements juridiques de caractère international dont l'application est soumise au seul contrôle visé par la partie IV de la Charte et par les dispositions du présent Protocole. »

#### Article 13

- 1 Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la Charte, qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par
  - a signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ; ou
  - b signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
- 2 Un Etat membre du Conseil de l'Europe ne peut exprimer son consentement à être lié par le présent Protocole sans avoir antérieurement ou simultanément ratifié la Charte.

- 3 Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

#### Article 14

- 1 Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date à laquelle cinq Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par le Protocole, conformément aux dispositions de l'article 13.
- 2 Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par le Protocole, celui-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

#### Article 15

- 1 Toute Partie contractante peut, à tout moment, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

#### Article 16

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera à tous les Etats membres du Conseil

- a toute signature;
- b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
- c la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément à l'article 14;
- d tout autre acte, notification ou déclaration ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 9 novembre 1995, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.



Traduzione non ufficialePROTOCOLLO ADDIZIONALE ALLA CARTA SOCIALE EUROPEA CHE  
PREVEDE UN SISTEMA DI RECLAMI COLLETTIVI

## Preambolo

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Protocollo alla Carta sociale europea, aperta alla firma a Torino il 18 ottobre 1961 (in appresso denominata "la Carta");

Determinati ad adottare nuove misure per migliorare la concreta attuazione dei diritti sociali garantiti dalla Carta;

Considerando che questo scopo potrebbe essere ottenuto in particolare istituendo un sistema di reclami collettivi il quale tra l'altro rafforzerebbe la partecipazione dei partner sociali e delle organizzazioni non governative,

Hanno convenuto quanto segue:

## Articolo 1

Le Parti contraenti del presente Protocollo riconoscono alle seguenti organizzazioni, il diritto di presentare reclami adducendo un'attuazione insoddisfacente della Carta:

- a le organizzazioni internazionali di datori di lavoro e di lavoratori di cui al paragrafo 2 dell'articolo 27 della Carta;
- b altre organizzazioni internazionali non governative dotate di uno statuto consultivo al Consiglio d'Europa ed iscritte nella lista stabilita a tal fine dal Comitato governativo;
- c le organizzazioni nazionali rappresentative di datori di lavoro e di lavoratori dipendenti dalla giurisdizione della Parte contraente chiamata in causa dal reclamo.

## Articolo 2

- 1 Ogni Stato contraente può inoltre, quando esprime il suo consenso ad essere vincolato dal presente Protocollo secondo le disposizioni dell'articolo 13 o in ogni altro momento successivo, dichiarare che riconosce, alle altre organizzazioni nazionali non governative rappresentative, dipendenti dalla sua giurisdizione e specialmente qualificate nelle materie regolamentate dalla Carta, il diritto di presentare reclami nei suoi confronti.
- 2 Queste dichiarazioni possono essere fatte per una durata determinata.
- 3 Le dichiarazioni sono consegnate al Segretario Generale del Consiglio d'Europa che ne trasmette copie alle Parti contraenti e ne cura la pubblicazione.

## Articolo 3

Le organizzazioni internazionali non governative e le organizzazioni nazionali non governative, rispettivamente menzionate all'articolo 1.b ed all'articolo 2, possono presentare reclami secondo la procedura prevista in detti articoli solo nell'ambito dei settori per i quali sono state riconosciute particolarmente qualificate.

## Articolo 4

Il reclamo deve essere presentato per iscritto; deve essere fondato su una norma della Carta accettata dalla Parte contraente chiamata in causa, ed indicare in che misura quest'ultima Parte non ha provveduto in maniera soddisfacente all'attuazione della norma.

## Articolo 5

Ogni reclamo è indirizzato al Segretario generale il quale ne accusa ricevimento e, dopo aver informato la Parte contraente chiamata in causa, lo trasmette immediatamente al Comitato di esperti indipendenti.

## Articolo 6

Il Comitato di esperti indipendenti può chiedere alla Parte contraente chiamata in causa ed all'organizzazione che ha presentato il reclamo di sottoporgli per iscritto, entro un termine che avrà stabilito, informazioni ed osservazioni sulla ricevibilità del reclamo.

## Articolo 7

- 1 Quando decide che un reclamo è ricevibile, il Comitato di esperti indipendenti ne informa, tramite il Segretario Generale, le Parti contraenti alla Carta e chiede alla Parte contraente chiamata in causa ed all'organizzazione che presenta il reclamo, di sottoporgli per iscritto entro il termine stabilito ogni opportuna spiegazione o informazione, ed alle altre Parti contraenti al presente Protocollo di far pervenire le osservazioni da esse ritenute opportune nello stesso termine.
- 2 Nel caso in cui il reclamo sia presentato da un'organizzazione nazionale di datori di lavoro o di lavoratori, o da altra organizzazione non governativa, nazionale o internazionale, il Comitato di esperti indipendenti informa al riguardo, tramite il Segretario Generale, le organizzazioni internazionali di datori di lavoro o di lavoratori di cui al paragrafo 2 dell'articolo 27 della Carta, invitandoli a formulare le loro osservazioni entro un termine stabilito.
- 3 In base alle spiegazioni, informazioni o osservazioni fatte pervenire in attuazione dei paragrafi 1 e 2 di cui sopra, la Parte contraente chiamata in causa e l'organizzazione che presenta il reclamo possono sottoporre per iscritto ogni informazione o osservazione supplementare entro il termine stabilito dal Comitato di esperti indipendenti.

- 4 Nel quadro dell'esame del reclamo, il Comitato di esperti indipendenti può organizzare un incontro con i rappresentanti delle parti.

## Articolo 8

- 1 Il Comitato di esperti indipendenti redige un rapporto nel quale descrive le misure che ha adottato ai fini dell'esame del reclamo e presenta le sue conclusioni sul fatto di determinare se la Parte contraente in causa abbia o non provveduto in maniera soddisfacente all'attuazione della norma della Carta oggetto del reclamo.
- 2 Il rapporto è trasmesso al Comitato dei Ministri. Esso è anche comunicato all'organizzazione che ha presentato il reclamo nonché alle Parti contraenti della Carta, che non hanno tuttavia facoltà di pubblicarlo.

Il rapporto è trasmesso all'Assemblea parlamentare e reso pubblico in concomitanza con la risoluzione prevista all'articolo 9, o al più tardi entro quattro mesi dopo la sua trasmissione al Comitato dei Ministri.

## Articolo 9

- 1 In base al rapporto del Comitato di esperti indipendenti, il Comitato dei Ministri adotta una risoluzione a maggioranza dei votanti. Se il Comitato di esperti indipendenti accerta un'attuazione non soddisfacente della Carta, il Comitato dei Ministri adotta, a maggioranza di due terzi dei votanti, una raccomandazione destinata alla Parte contraente chiamata in causa. In entrambi i casi, possono partecipare al voto solo le Parti contraenti della Carta.
- 2 Su richiesta della Parte contraente chiamata in causa, il Comitato dei Ministri può, qualora il rapporto del Comitato di esperti indipendenti sollevi nuovi problemi, decidere a maggioranza di due terzi delle Parti contraenti della Carta, di consultare il Comitato governativo.

## Articolo 10

La Parte contraente chiamata in causa fornirà indicazioni sui provvedimenti adottati per dare effetto alla raccomandazione del Comitato dei Ministri nel prossimo rapporto che invierà al Segretario generale, in applicazione dell'articolo 21 della Carta.

## Articolo 11

Gli articoli 1 a 10 del presente Protocollo si applicano inoltre agli articoli della parte II del primo Protocollo addizionale della Carta, nei confronti degli Stati Parti di detto Protocollo, sempre che questi ultimi articoli siano stati accettati.

## Articolo 12

Gli Stati Parti del presente Protocollo considerano che il primo paragrafo dell'annesso alla Carta, relativo alla parte III, debba esser letto come segue:

"Rimane inteso che la Carta contiene impegni giuridici di natura internazionale la cui applicazione é assoggettata solo al controllo previsto nella parte IV della Carta ed alle norme del presente Protocollo".

## Articolo 13

- 1 Il presente Protocollo é aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa firmatari della Carta che possono esprimere la loro adesione mediante:
  - a firma senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione; oppure
  - b firma con riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione.
- 2 Uno Stato Membro del Consiglio d'Europa può esprimere la sua adesione al presente Protocollo solo se ha, in precedenza o contestualmente, ratificato la Carta.
- 3 Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

## Articolo 14

- 1 Il presente Protocollo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data alla quale cinque Stati membri del Consiglio d'Europa avranno espresso il loro consenso ad aderire al Protocollo, secondo le disposizioni dell'articolo 13..
- 2 Per ogni Stato membro che acconsente in seguito ad aderire al Protocollo, quest'ultimo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data di deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione.

## Articolo 15

- 1 Ogni Parte contraente, può in qualsiasi momento, denunciare il presente Protocollo indirizzando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.
- 2 La denuncia avrà effetto il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di dodici mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

## Articolo 16

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà a tutti gli Stati membri del Consiglio:

- a ogni firma;
- b il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione;
- c la data di entrata in vigore del presente Protocollo, secondo l'articolo 14;
- d ogni altro atto, notifica o dichiarazione relativa al presente Protocollo.

In fede di che, i sottoscritti debitamente autorizzati a tal fine hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Strasburgo, il 9 novembre 1995, in lingua francese ed in lingua inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne farà pervenire copia certificata conforme a ciascun Stato Membro del Consiglio d'Europa.

